

Les internationalistes du « troisième camp » en France pendant la seconde guerre mondiale, par Ernest Rayner

Les pages qui suivent décrivent succinctement les activités des noyaux internationalistes du « troisième camp » en France, pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous n'avons connaissance d'aucune étude exhaustive sur ce sujet. Jean Rabaut (1) consacre quelques lignes condescendantes (mais non dénuées d'erreurs) aux internationalistes, tandis que Craipeau (2) en parle plus longuement et sans animosité, mais confond, par exemple le groupe Laroche (G.R.P: U.C.I.) avec le C.R. (voir plus loin). En conséquence, ce petit chapitre d'histoire révolutionnaire est assez peu connu, même dans les sphères d'extrême-gauche. Cet article se propose de remédier partiellement à un tel état de fait en attendant que les spécialistes obtiennent de pouvoir faire des recherches dans les archives privées et publiques et d'interroger les survivants. Il fallait manifestement exclure les groupes trotskystes de cette étude. Avec assurément bien des nuances talmudiques, les trotskystes n'ont jamais cessé pendant toute la durée de la guerre de clamer fièrement leur soutien à l'Etat ouvrier et de chanter les exploits de son armée, ainsi que le rôle révolutionnaire qu'il était susceptible de jouer. Avant, pendant et après la guerre, les trotskystes ont sans arrêt donné des conseils, fait des suggestions, lancé des appels pour la création d'un front uni, promis leur soutien, conditionnel ou total, à la classe dirigeante russe et à son agence française, le Parti communiste. A l'intérieur de ce cadre idéologique, les trotskystes, cela doit être dit, sont restés sur le terrain de la lutte des classes pendant cinq années au cours desquelles ils ont déployé une activité illégale constante et audacieuse. Ils ont le grand mérite d'avoir lancé un travail de fraternisation et de propagande parmi les soldats allemands. Il n'est pas dans nos intentions de nous étendre davantage sur les trotskystes, sur les activités desquels nous avons à présent de nombreux documents, y compris les reproductions photographiques de leur presse clandestine. Il suffit de dire que les divergences entre les trotskystes et la gauche dite « ultra » étaient et demeurent néanmoins incontournables. La période de guerre ne peut être traitée indépendamment, et nous la ferons précéder d'une courte histoire des courants politiques entre les deux guerres, au risque, il ne faut pas le nier, de tomber dans des généralisations abusives : vingt années d'histoire sociale ne peuvent être sans dommages résumées en quelques pages. Les références sont aussi peu nombreuses que possible.

Il a été impossible de localiser les tout premiers écrits de la Gauche internationale (les bordiguistes) publiés pendant la guerre. Etant donné que ce courant politique tout à fait spécifique est tout juste connu aux Etats-Unis, nous jugeons utile de lui accorder plus de place que ne justifie le rôle qu'il a joué pendant la guerre.

En 1914, l'« Union sacrée » — expression signifiant l'abandon de la lutte des classes et la participation des organisations socialistes à l'effort de guerre — apparaît dès le début de la Première Guerre mondiale. Après juillet 1935, les derniers masques tombent et l'Union sacrée devient une réalité, quatre ans avant la Deuxième Guerre mondiale. En 1914, on invoque la nécessité de combattre le militarisme prussien. En 1935, on utilise l'antifascisme pour conduire la classe ouvrière à de nouveaux massacres. Qu'est-il arrivé aux organisations de la classe ouvrière qui, depuis 1918, ont juré de s'opposer à un autre conflit ?

Le Parti socialiste S.F.I.O.

Parti de professeurs, de fonctionnaires et petits artisans plus que parti prolétarien, le P.S. peut cependant revendiquer l'électorat ouvrier dans certaines régions. Au congrès de Tours (1920), où la majorité s'est constituée en Parti communiste, ces social-démocrates détenaient un tiers des mandats.

Aidés par la crise permanente au sein du P.C., ils ont vite fait de reprendre le terrain perdu et ont pris le dessus sur les partisans de Moscou. Grâce à l'ancienneté de leur tradition et à leur alliance avec le parti radical, ils ont une assez belle représentation parlementaire.

A Tours, sous la pression des militants de base, que la guerre et la révolution russe font pencher beaucoup plus à gauche, les socialistes trouvent des excuses pour expliquer le passé et font des promesses pour l'avenir. En fait, ils n'ont rien appris, rien oublié. Le parti est l'aile gauche du radicalisme bourgeois : libre de tout engagement dans un programme ou une stratégie révolutionnaire, et libre aussi de toute responsabilité dans l'Etat bourgeois, le P.S. manœuvre sur une ligne du juste milieu ; accordant ou refusant son soutien à d'éphémères coalitions gouvernementales. Souvarine décrit le parti comme divisé entre réformistes sans réformes et révolutionnaires sans révolution. L'appareil du parti est assez robuste pour tolérer une aile gauche qui apporte une vie — combien nécessaire — à la vieille organisation. La plupart du temps, le P.S. vote contre les crédits militaires, mais personne ne doute de l'empressement de ce parti à remplir, comme en 1914, ses obligations patriotiques quand on le lui demandera.

Le Parti communiste (S.F.I.C.)

Dès sa naissance, en 1921, le P.C. est une formation hétérogène où des pacifistes petits-bourgeois peuvent côtoyer des syndicalistes révolutionnaires. Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas pleinement les implications de leur adhésion au Comintern qui, en l'espace de quelques années, modèle le parti pour en faire l'instrument docile de Moscou. Le secrétaire général Frossard quitte le parti en janvier 1923 lorsque l'aile droite est expulsée. Le parti a déjà perdu la moitié de ses adhérents, mais la bolchevisation progresse. En 1924, amis et partisans de Trotsky sont exclus ou partent d'eux-mêmes. Puis les derniers vestiges de l'ancienne organisation socialiste disparaissent ; la priorité est donnée à la formation de cellules dans les usines, tandis que le nombre des permanents croît en même temps que leur autorité.

Le parti se bat vaillamment contre l'occupation de la Ruhr et, plus tard, contre la guerre dans le Rif. La répression contribue à resserrer les rangs mais pas la direction. En 1926, le bolchevisateur Treint, suspect de zinovévisme, est éliminé, tandis que la « *troisième période* » commence : c'est le moment du « *classe contre classe* » et des violentes attaques contre le P.S. Aventurisme et sectarisme entraînent un second déclin formidable du P.C. qui compte à peine 30 000 membres au début de 1934, mais détient toujours des places fortes dans la ceinture rouge de Paris.

En 1931 commence l'ascension de Maurice Thorez, à côté duquel le Cominter a placé un collègue occulte de surveillance dirigé par le Tchèque Fried (Clément), lequel, jusqu'à la guerre, ne quittera pas Thorez. Thorez va régner sur le P.C. français jusqu'à sa mort en 1964. Sous sa direction, le P.C. va opérer le grand revirement préconisé par le Comintern et passer d'une vigoureuse propagande antimilitariste à une politique de défense nationale. A la fin de 1934, le P.C. enregistre une augmentation modeste du nombre de ses adhérents, laquelle devient vertigineuse entre 1936 et 1938.

Les Oppositions communistes

Le prestige de Trotsky est grand en France au moment de la fondation du P.C., presque égal à celui de Lénine. Trotsky connaît le pays et a connu pendant la guerre les premiers internationalistes : Rosmer, Monatte, etc. Lorsque la campagne contre lui en Russie s'étend à la France par l'intermédiaire du Comintern, il trouve des gens pour le soutenir. Mais le parti français n'a qu'une vision déformée de ce qui se passe en Russie et Trotsky lui-même n'encourage pas ses amis à organiser clairement et

nettement le combat contre l'Internationale. Muselés par l'appareil, déjà puissant, du parti, les amis de Trotsky ne peuvent former une opposition cohérente et ou bien quittent d'eux-mêmes le parti ou bien en sont exclus. Monatte, Rosmer, Souvarine, Paz et d'autres trouvent un soutien auprès de petits groupes de militants. Mais, s'ils sont solidaires de Trotsky pour s'opposer aux attaques de Moscou, ils ne partagent pas toutes ses opinions sur la crise russe, la régénération du Comintern ou la valeur éternelle de l'expérience bolchevique.

En 1929, « *le Vieux* » peut s'appuyer enfin sur un groupe de disciples fidèles qui publient *La Vérité* et fondent la Ligue communiste. En dépit de leur prodigieuse activité, ils n'arrivent pas à regrouper les nombreux communistes qui, à un moment ou à un autre, rompent avec le P.C., et continuent à n'être qu'un petit groupe en proie à des conflits personnels et politiques. En fait, on assiste à une prolifération des groupes d'opposition. Souvent ces groupes comptent des personnalités exceptionnelles, mais en marge du parti, qui n'est lui-même formé que d'une infime partie de la classe ouvrière ; ils sont isolés ; les divergences latentes se précisent ; vers 1930, des groupes voient le jour, qui dénoncent l'U.R.S.S. comme capitaliste d'Etat et Trotsky comme un bureaucrate exilé...

De 1934 à la Guerre

Décrit comme arriéré, malthusien, coupable de pratiques usuraires, le capitalisme français a été frappé durement par la dépression mondiale et la classe ouvrière est en butte à des réductions de salaires et au chômage. Le mouvement syndical est sans force, divisé, inefficace et farouchement combattu par les employeurs. Des scandales financiers secouent le pays tandis que les hommes politiques jouent leur partition dans des formations ministérielles éphémères. Une partie de la bourgeoisie soutient les groupes de droite qui réclament à grands cris « *un gouvernement fort* » et « *propre* ». Le fascisme l'a emporté en Italie et en Allemagne. Quel sera le prochain pays ? Les partis ouvriers et leurs syndicats sont à couteaux tirés et désavouent les militants qui, ça et là, réclament un « *rapprochement* ».

La crise politique atteint son point culminant le 6 février 1934, lorsque les ligues de droite sont à deux doigts de prendre d'assaut la Chambre des Députés. Réelle ou non, la menace fasciste secoue la gauche. Un appel à la grève générale est lancé et des manifestations de socialistes et de communistes se joignent et fraternisent. Mais les directions restent figées sur leurs positions. Le signal décisif de changement viendra de Moscou. En dépit des rodomontades du Comintern, la puissance de Hitler s'accroît et Staline s'aperçoit du danger qu'elle représente pour l'U.R.S.S. Il en revient à l'ancienne stratégie tsariste: une alliance avec la France, susceptible d'obliger l'Allemagne à combattre sur deux fronts à la fois. Le Comintern abandonne sa tactique « *classe contre classe* » et lance un puissant mouvement antifasciste. Mais auparavant le P.C. français doit briser son isolement. En mai 1934, *la Pravda* évoque en termes favorables une alliance socialo-communiste contre le fascisme. Le P.C. comprend à demi-mot et défend cette idée. En juin, P.S. et P.C. signent un pacte d'unité d'action et le P.C. fait même allusion à la possibilité d'une fusion. « *Social-traître* » hier encore, le naïf Léon Blum est stupéfait de ce retournement et de cet étalage de bonnes intentions, mais il n'est pas au bout de sa surprise. En octobre, c'est le parti radical que les staliniens cherchent à séduire et Thorez prépare le terrain du futur Front populaire. C'est une autre démarche de Moscou qui va accélérer le processus.

En mars 1935, la France et la Russie signent un traité d'alliance défensive. Il ne conduira pas à une collaboration militaire et sera de plus en plus attaqué par la plus grande partie de la classe dirigeante française qui préférerait un accord avec Hitler et Mussolini. Pour que ce traité ait une signification pour les deux partis, il faut que la classe ouvrière donne son adhésion à une politique de défense nationale et c'est Staline qui se charge de l'obtenir. On fait paraître un communiqué:

« *Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale de la France pour maintenir ses forces armées au niveau requis par sa sécurité* ».

Le P.C. se conforme immédiatement à cette nouvelle position et la révélation toute neuve de son patriotisme scelle l'alliance avec le parti radical. Le Front populaire (P.S., P.C., parti radical et les syndicats) est né. Grâce à la bonne volonté inépuisable des staliniens, le programme est du goût des radicaux, car il comporte nombre des platitudes que ces derniers mettent en avant de loin en loin depuis des décennies, et en revanche peu de revendications précises. Il promet de raccourcir la durée de la semaine de travail sans diminution de salaire, ainsi que diverses mesures faisant espérer à la classe ouvrière le rétablissement de son pouvoir d'achat. L'industrie de guerre sera nationalisée et la Banque de France réformée. L'économie sera stimulée et rendue plus équitable par une fiscalité adaptée. Naturellement, le Front populaire veut « *la paix avec la sécurité* ». Les besoins des minorités (femmes, peuples coloniaux) sont oubliés.

Ce New Deal à la française ne met pas en péril le droit de propriété, pas plus qu'il ne porte atteinte au fonctionnement du capitalisme, mais la droite française, dans sa bêtise, sabotera cette ultime tentative de moderniser le capitalisme français.

Les élections de mai 1936 donnent une majorité impressionnante (378 députés contre 220) au Front populaire. Le P.S. devient le parti français le plus fort, mais le P.C. le suit de près dans le vote populaire. Trop longtemps compromis par la droite, le parti radical est le grand perdant de ces élections ; pourtant, avec 116 députés il peut (et ne s'en privera pas) soumettre à un chantage ses partenaires du Front populaire. Blum, qui sera le chef du nouveau gouvernement, attend pour prendre ses fonctions, tandis que les capitalistes organisent l'évasion de leurs capitaux.

Les syndicats ont fusionné et la classe ouvrière est impatiente. Les grèves commencent spontanément à la mi-mai autour de Paris, s'étendent rapidement et deviennent un raz-de-marée gigantesque, qui entraîne des millions de travailleurs, dont la plupart ne sont pas encore syndiqués. En province, les patrons sont horrifiés lorsque leurs ouvriers, obéissants depuis toujours, plantent le drapeau rouge au sommet de leurs usines et, la plupart du temps, les occupent. Même de grandes fermes se trouvent occupées par des ouvriers agricoles, réveillant chez les grands propriétaires la peur du vieil épouvantail, la confiscation de la terre. Insensibles à tout appel au bon sens, les grévistes menacent en fait l'alliance fragile sur laquelle repose le Front populaire. La Droite prévoit la soviétisation de la France quand Blum, enfin aux commandes, convoque en hâte les représentants des travailleurs et ceux du patronat. On parvient à un accord général sur les salaires, bien que nombre d'usines poursuivent la grève pour obtenir plus. Fébrilement (et l'opposition étant purement symbolique), l'Assemblée vote une série de lois sociales : droit aux négociations collectives, semaine de 40 heures sans perte de salaire, congés payés et légalisation des délégués du personnel, toutes mesures subordonnées à l'évacuation des usines occupées et la reprise du travail. Le gouvernement, les partis et les syndicats unissent leurs efforts et avec succès, bien que quelques grèves persistent jusqu'en juillet.

Le 9 juin 1936, Trotsky écrit : « *La Révolution française a commencé* ». En juillet, il constate que « *les travailleurs ont exercé une magnifique pression sur la classe dirigeante, mais se sont arrêtés en route* », et il prédit une seconde vague. Elle n'aura pas lieu.

En 1937, la classe ouvrière a déjà perdu les avantages économiques obtenus en juin 36. En dépit d'une dévaluation, l'économie s'est détériorée et la droite est rejointe par le parti radical pour faire obstruction aux projets financiers de Blum qui démissionne et voit lui succéder des gouvernements de plus en plus conservateurs. Le Front populaire a vécu. Les syndicats sont le reflet des divergences grandissantes entre socialistes et communistes, sur la guerre civile d'Espagne d'abord, sur la politique étrangère ensuite, dans la mesure où la droite et une partie des socialistes sont pour une entente avec Hitler. La guerre se profile à l'horizon. Les grèves de 1938 sont un échec. Le P.C. s'accroche à sa politique de collaboration de classe, dans l'espoir de sauver l'alliance avec la Russie. Lorsque, à

contrecœur, la France entrera en guerre en 1939, la classe ouvrière sera un peu plus désorientée encore par un autre « *tournant* » stalinien, lorsque le P.C. (après le pacte germano-soviétique), découvre que la guerre est une guerre impérialiste et est mis hors-la-loi par le gouvernement.

Il est intéressant de remarquer que c'est la même assemblée qui, en juin 36, a voté les nouvelles lois sociales (mise au pied du mur par les travailleurs), qui, en juillet 1940, consacre Pétain et enterre la IIIe République. Les communistes ayant été mis hors-la-loi, il n'y a, dans les deux chambres, que 80 opposants.

En juin 36, l'action des travailleurs a contraint la bourgeoisie à concéder, en l'espace de quelques jours, plus de réformes qu'au cours du dernier demi-siècle. Comme Blum l'a reconnu en le déplorant, les occupations d'usine étaient une infraction à la légalité, mais les travailleurs n'allèrent pas plus loin et restèrent dans les limites définies à la fois par les partis et les syndicats auxquels ils avaient adhéré en masse sans remettre en question leurs directions. Les comités locaux du Front populaire ne se composaient que de délégués d'organisations diverses et n'étaient pas des embryons d'un contre-pouvoir. Les travailleurs apparemment croyaient que l'on pouvait vaincre le fascisme en abandonnant la lutte des classes, en s'alliant aux éléments éclairés de la classe dirigeante.

Il est courant d'incriminer « *les dirigeants corrompus et traîtres* » des partis ouvriers et de perpétuer la fiction séduisante d'une classe ouvrière révolutionnaire drapée d'une mission historique mais constamment dupée et trahie par les dirigeants qu'elle s'est librement choisis. A vrai dire, le P.C. était si habitué à suivre la même ligne que Moscou, qu'il était capable de se laisser aller à des débordements de propagande patriotique éhontée (qui embarrassaient même les social-démocrates) sans que personne, en son sein, n'émette d'objection. Mais la classe ouvrière avait abandonné le P.C. pendant la « *troisième période* », la signature du pacte Hitler-Staline. En 1935 et dans le cours des années suivantes, le P.C. se renforça avec une extrême rapidité. Les masses répondirent avec enthousiasme à l'exhumation par le P.C. des vieux restes de tradition jacobine. La triste vérité est que l'internationalisme et la conscience de classe n'étaient que superficiels dans les classes laborieuses, sauf en ce qui concerne une petite minorité que nous allons examiner à présent.

Les révolutionnaires de 1934 à la fin de la guerre

Le ralliement des staliniens à la défense nationale et à la collaboration de classe du Front populaire provoquent des réactions de colère et des condamnations dans les groupes ou tendances à la gauche des partis ouvriers traditionnels. En dépit de profondes différences, elles arrivent parfois à participer à des actions communes qui sont loin d'être pleinement satisfaisantes (groupes pour la lutte des classes dans les syndicats, rassemblement contre la guerre, contre les procès de Moscou, contre la répression en Espagne républicaine etc) mais une entente plus poussée est impensable entre marxistes et anarchistes, par exemple, sans parler de l'éternel problème de la défense de l'U.R.S.S. Ils diffèrent aussi dans leur analyse de la situation : le Front populaire était-il déjà une défaite pour la classe ouvrière, ou s'agissait-il d'un mouvement révolutionnaire trahi par les partis ouvriers ?

Les grèves, les gauchistes ne les inspirent pas, pas plus qu'ils ne sont capables de pousser le mouvement plus loin. Lorsque les ouvriers perdent de leur confiance dans les partis ouvriers, ils restent passifs ou suivent la droite. Ils n'écoutent pas les gauchistes. Rabaut estime que, pendant la durée du Front populaire, les gauchistes étaient moins de 10 000, chiffre qui paraît raisonnable (3). Ils sont trop peu nombreux, trop divisés, pour affecter le cours des événements, et, lorsque la guerre éclatera en 1939, ils seront encore moins nombreux et leur désarroi sera encore plus grand qu'en 1936.

On peut diviser les gauchistes en trois catégories :

1) les anarchistes,

2) les organisations émanant du courant communiste : les trotskystes, la Gauche communiste internationale (les bordiguistes) et l'Union communiste,

3) la Gauche socialiste (le P.S.O.P.).

L'Union communiste et le P.S.O.P. disparaissent après le début de la guerre. Les bordiguistes, avec deux nouveaux groupes, le G.R.P-U.C.I. et les R.K.D.-C.R., préserveront les traditions internationalistes de lutte contre tout impérialisme, pendant la durée de la guerre.

Les Anarchistes

En dépit de leur défiance vis-vis d'un mouvement marxiste, beaucoup d'anarchistes se sont sentis attirés par la révolution russe. Les bolcheviks avaient dénoncé la guerre impérialiste et leur mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* » était compatible avec les convictions des anarchistes. De plus, pendant la guerre, il y avait eu quelques contacts entre ces anarchistes et des militants socialistes opposés au conflit. Sans attendre l'« *évolution* » des gros bataillons du P.S. et de la C.G.T., un parti communiste éphémère (avec quelques « *soviets* ») fut fondé à Paris en 1919 avec une participation anarchiste. Après Cronstadt, la rupture est totale et désormais les anarchistes considèrent la Russie communiste comme le système par excellence d'exploitation et de domination par l'« *Etat* » haï.

Entre les deux guerres, le mouvement anarchiste français subit plusieurs tentatives d'unification suivies de nouvelles scissions. On peut distinguer deux grands courants : d'un côté, les « *plateformistes* » (d'après une plate-forme élaborée par Makhno et Axchinov), qui prônent une claire définition des buts, de la stratégie et de la tactique des anarchistes, et penchent pour une organisation structurée avec une discipline réduite ; et de l'autre, les « *synthésistes* », qui acceptent seulement une fédération lâche de groupes autonomes aux opinions les plus diverses. A aucun moment le conflit ne se trouve résolu (bien que les divisions passées et présentes parmi les anarchistes ne reflètent pas forcément ces problèmes).

En 1937, l'organisation la plus importante est l'Union anarchiste avec son hebdomadaire *Le Libertaire* (fondé en 1895). Beaucoup plus petite est la F.A.F. (Fédération anarchiste de langue française) ; sa publication *Terre libre* est très critique vis-à-vis de ce qu'elle considère comme la trahison des principes anarchistes par la direction de la C.N.T.-F.A.I. en Espagne. Quelques anarcho-syndicalistes ont choisi l'isolement dans une minuscule fédération syndicale, la C.G.T.-S.R. (confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire) affiliée à l'A.I.T. D'autres anarchistes militent dans le mouvement pacifiste ou d'autres groupes formés autour d'un seul thème (contrôle des naissances, « *amour libre* », etc.) Etant donné l'instabilité des groupes anarchistes et leurs multiples affiliations, il est impossible de faire la distinction entre les militants sérieux et les simples « *lecteurs de la presse* ».

Toutes tendances confondues, les anarchistes ont une audience dispersée mais assez importante dans toute la France.

Le mouvement anarchiste s'exprime par bien des voix, et, sur la question de la guerre, on trouve des divergences entre « *pacifistes intégraux* » (la paix à n'importe quel prix) et pacifistes révolutionnaires, mais ils ont en commun le refus de participer à la guerre qui s'annonce ou de prendre parti. En 1939, le mouvement essaie de définir son attitude. La guerre est imminente et les forces révolutionnaires sont trop faibles pour y faire obstacle, l'arrêter, la transformer en guerre civile contre les classes dirigeantes. Un militant bien connu, Frémont, trouve qu'ils devraient essayer de survivre et de rester en contact, même si une propagande cohérente est impossible. Ainsi, ils pourront reprendre leurs activités plus tard. Un autre militant bien connu, Prudhommeaux, constate en substance que le recul

général depuis 1936 ne laisse aucune possibilité aux anarchistes de combattre efficacement pour leur propre cause. « *Quant à mourir pour les capitalistes [...], trop des nôtres sont morts en Espagne ou ailleurs* ». Aucune mesure concrète n'est prise pour assurer la continuation du mouvement. (4)

Lorsque la guerre éclate, *Le Libertaire* n'est pas interdit mais il cesse de paraître, peu désireux de cautionner par sa parution une censure rigoureuse. Les militants suivent leurs inclinations personnelles : certains quittent la France, d'autres répondent à l'appel et quelques-uns refusent d'obtempérer, et passeront des années dans des cachots militaires. La France « *en guerre pour la démocratie* » met en place un vaste système de répression dont Vichy et les nazis hériteront et qu'ils perfectionneront : quelques anarchistes vont rejoindre les staliniens et les antifascistes étrangers dans les camps de concentration. Après l'armistice franco-allemand, la France est divisée en deux zones et les communications sont difficiles jusqu'à l'occupation totale par les nazis en novembre 1942.

En 1941-1942, des discussions ont lieu entre quelques militants à Paris et, au milieu de l'année 1943, sous couvert d'un pique-nique, quelques trente à trente-cinq anarchistes se rencontrent pour tenter de se regrouper ; les choses progressent très lentement. Ce n'est pas avant 1944 qu'un bulletin interne, *Le Lien*, et quelques tracts sont imprimés.

Au cours de la période 42-43, un militant infatigable, Saulières (Anis), amorce un regroupement anarchiste dans le Sud de la France, où résident aussi beaucoup d'anarchistes espagnols. Des contacts sont établis avec Voline et ses amis marseillais et avec d'autres personnes de la région entre Toulouse et Marseille. Un mini-congrès se tient à Toulouse en 1943 avec une douzaine de participants. Arru fait paraître un numéro d'une revue, *La Raison*, une brochure et plusieurs tracts. N'oublions pas une affiche au style cru, en 150 exemplaires, qui, sous le titre de « *Mort aux vaches* », invite la population à « *botter le cul* » de tous les belligérants, qu'ils soient porteurs de la svastika, de l'étoile rouge, de l'ordre de la jarretière, de la croix de Lorraine ou de la francisque.

Après le départ des nazis, un autre mini-congrès se tient à Agen en octobre 1944, prélude au premier congrès d'octobre 1945 de la fédération anarchiste reconstituée. *Le Libertaire* reparaît en décembre 1944.

Les textes émanant d'Arru et de sa fantomatique « *Fédération internationale syndicaliste révolutionnaire* », bien que très différents, par le style et le contenu, des textes publiés par les groupes internationalistes, se placent néanmoins dans une opposition totale à tous les belligérants et invitent la classe ouvrière à compter uniquement sur sa propre action. Mais c'est en vain que l'on cherchera des analyses de la situation, des perspectives, une définition précise de l'attitude du mouvement, dans les textes anarchistes disponibles d'avant cette période ultime de la guerre. Les contradictions abondent : l'un des opuscules proclame « *A bas la guerre I* » tandis que le premier numéro du *Libertaire* explique que « *le combat contre l'hitlérisme n'est pas terminé et doit être poursuivi* ». C'est un militant d'un groupe clandestin qui fournit peut-être l'explication des difficultés rencontrées par les anarchistes pour s'entendre sur des problèmes concrets :

« *Les anarchistes se sont toujours sentis plus à l'aise dans le flou d'une société future et lointaine qu'à s'attarder sur les réalités banales du présent* ».

Il paraît difficile d'évaluer objectivement le rôle des anarchistes. Le premier numéro du *Libertaire* s'autofélicite :

« *Le journal et le mouvement ne se sont jamais compromis [...]. Nous avons publié Le Lien [...] Nos militants ont mené une lutte héroïque contre le nazisme mais, en tant que mouvement, nous ne pouvions aller à la Résistance officielle* ».(5)

Beaucoup plus tard, alors qu'apparemment tous les détails sur l'action d'Arru seront connus, le ton du *Libertaire* devient lyrique lorsqu'il affirme que ceux qui déclarent que le mouvement n'était pas prêt ni apte à mener une action clandestine, Arru apporte un démenti formel. Par ailleurs, Craipeau, pendant cinq ans l'un des animateurs de la résistance trotskyste a des mots sévères pour parler de la façon dont les anarchistes se justifient dans le premier numéro du *Libertaire* :

« Ainsi, parce que les réactionnaires voulaient "bâillonner « la voix de la Raison », les anarchistes trouvaient naturel de se taire et se bornaient à faire circuler entre eux un bulletin intérieur. Leur mouvement se garde de toute compromission avec la résistance bourgeoise, mais quand ses militants « en tant qu'individus » veulent combattre dans les rangs de cette résistance, ils le font individuellement dans les rangs de cette résistance. C'est un mouvement révolutionnaire pour temps calme » (6).

Entre les clameurs triomphantes du *Libertaire* et la condamnation sans appel de Craipeau (qui, fort probablement, n'avait pas connaissance des exploits d'Arru), on sent la nécessité d'un jugement prudent. Des témoignages et des renseignements sur des centaines d'anarchistes pendant la guerre, sont disponibles.

En bref, quelques anarchistes, volontairement ou pas, n'ont pas bougé et ont attendu des temps meilleurs tout en gardant les mains propres ; d'autres se sont comportés comme les militants isolés d'autres courants. Sans s'intégrer à la Résistance officielle, ils ont bel et bien fait de la résistance et parfois accompli un travail de solidarité admirable. Moins nombreux sont ceux, semble-t-il, qui ont grossi les rangs de la Résistance officielle, mais sans en tirer d'avantage personnel. De toute évidence, de nombreux anarchistes étaient prêts et aptes à affronter les risques d'un combat dans l'illégalité, mais très peu s'engagèrent dans une activité pouvant être considérée comme anarchiste. Les activités estimables d'Arru et de ses quelques amis ne masquent pas l'effondrement du mouvement. C'est son hétérogénéité, son manque de cohésion et d'organisation (déplorée ad nauseam par beaucoup d'anarchistes), son absence de perspectives qui l'empêchèrent de jouer un rôle pendant la guerre.

(Les Trotskystes : Nous avons supprimé ici la page consacrée par E.Rayner aux trotskystes, dans la mesure où il s'agit, comme il le dit lui-même d'un résumé et où nous publions par ailleurs une étude spéciale.)

L'Union communiste

En 1933, une conférence pour « l'unification » rassemble les délégués d'une douzaine de groupes d'opposants communistes et des militants isolés. Les trotskystes et les bordiguistes sont là. C'est un échec de plus, mais, par la suite, un mini-regroupement donne naissance à l'Union communiste qui vivra jusqu'à la guerre avec son organe *L'Internationale*. Chazé explique l'importance des tâches théoriques auxquelles l'organisation naissante fut confrontée : « *En ce qui concerne la nature et le rôle contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S., nous avons au moins dix ans de retard sur nos camarades hollandais (communistes des conseils) et sur ceux de la Gauche allemande. Nous étions également en retard sur l'institutionnalisation et l'intégration des syndicats. Même chose quant au rôle du parti révolutionnaire. Nous fîmes face aux problèmes.* » (7).

L'U.C. dénonce les manœuvres bureaucratiques des trotskystes et ce qu'elle considère comme leur manque de clarté politique : le passage d'attitudes démagogiques à l'entrée dans la social-démocratie, la surestimation des possibilités révolutionnaires, la propagation d'illusions dans la classe ouvrière sur le rôle révolutionnaire potentiel du P.S. et du P.C. etc.. L'U.C. dénonce le Front populaire et en fait l'équivalent du Front national.

En 1935, l'U.C. est opposée à toute défense de l'U.R.S.S.

La guerre, avec la mobilisation, l'arrestation ou la fuite des militants étrangers, qui s'ensuivent, amène l'effondrement du groupe qui, à son apogée, ne comptait certainement pas plus de 40 membres. Davoust (Chazé) est arrêté, puis déporté. Il survivra à Sachsenhausen et reprendra son activité dans l'avant-garde, mais l'U.C. ne sera pas reconstituée.

La Gauche socialiste et le P.S.O.P.

En 1935, l'aile gauche du P.S. se soude autour de Marceau Pivert. Prenant le contre-pied du programme du Front populaire, il propose un programme de nationalisations massives, de milices populaires, de gestion du secteur public par les syndicats et de comités populaires, la liberté pour les colonies, etc. Le Front populaire doit servir seulement de prélude à une transformation socialiste de la société et, après la victoire électorale, Pivert soutient que « *tout est possible* ». Blum et Thorez répondent que non. Blum explique qu'il a été élu pour exercer le pouvoir, pas pour le conquérir.

Les pivertistes organisent leur tendance, comme un petit parti à l'intérieur du P.S. Ils condamnent la collaboration de classe, attaquent la défense nationale (que Blum renforce), soutiennent le P.O.U.M., dénoncent les procès de Moscou et rejoignent parfois anarchistes et trotskystes pour des actions spécifiques.

Les relations entre Pivert et les trotskystes varient, mais, insensible aux roucoulaudes comme aux injures, Pivert continue de s'accrocher au P.S. et au Front populaire.

En 1937, au sommet de son influence, la Gauche révolutionnaire ne maîtrise que 16 % des mandats au congrès socialiste et, par conséquent, ne peut influencer le cours des événements. Les pivertistes font bientôt figure d'anomalie dans le parti et, en dépit de leurs concessions en bonne et due forme à la discipline, les sanctions tombent sur les groupes de jeunesse, puis sur la Fédération de la Seine, Pivert et ses amis. Les pivertistes se résignent et quittent le parti au congrès de Royan en 1938. Ils forment le Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.).

La formation du parti tombe mal. La guerre menace et la classe laborieuse est en plein recul. Le P.S.O.P. ne récupère pas tous les partisans de la Gauche révolutionnaire et, au mieux, compte peut-être 10 000 membres. Ce nombre va diminuer, mais il est encore impressionnant pour les petits groupes trotskystes, lesquels, accueillis sans enthousiasme, entrent dans le parti en 1939. Au P.S.O.P. coexistent des pacifistes intégraux, des social-démocrates impénitents, des trotskystes et des militants qui essaient de cheminer entre réformisme et bolchevisme. La discussion est néanmoins libre et un long débat s'instaure sur l'attitude à avoir vis-à-vis de la guerre qui vient. Beaucoup de militants sentent confusément que la guerre risque d'être différente de la précédente et de ne pas permettre l'application ou la répétition de la même tactique et des mêmes attitudes. Finalement, un accord se réalise sur la réaffirmation des positions traditionnelles héritées de la social-démocratie d'avant 1914.

Pivert est en Amérique lorsque la guerre éclate. Les trotskystes réclament immédiatement la formation d'une organisation clandestine et, mis en minorité, reprennent leur indépendance, bien qu'encore divisés. Quelques militants tentent pendant un certain temps de conserver au P.S.O.P. une façade légale, mais ils abandonnent bientôt. Le parti se désintègre et les militants se dispersent.

Pendant la guerre, on peut trouver quelques ex-membres du P.S.O.P. (et aussi quelques ex-anarchistes et syndicalistes) dans des groupes et publications qu'on peut considérer comme l'aile gauche de la Résistance: à Paris, *Notre Révolution*, qui devient ultérieurement *Nos Combats* et finalement *Libertés* ; dans le midi, *L'Insurgé* et *Libérer et Fédérer*, qui fusionnent plus tard. En dépit de désaccords, ces publications ont beaucoup de points communs : elles évitent la langue chauvine des staliniens et des gaullistes, adoptent un style populiste et affirment se battre pour un avenir socialiste. La guerre est

certes impérialiste, mais l'ennemi n° 1 est le fascisme et il doit en toute priorité être vaincu par la classe ouvrière dans le cadre de la lutte menée par les Alliés. La victoire sur le fascisme amènera la fin du « *capitalisme moribond* ». *Libérer et Fédérer* s'engage à obéir à de Gaulle en tant que chef militaire, mais souhaite garder son indépendance. En fait, qu'ils le veuillent ou non, ces groupes ont un pied dans la Résistance officielle et ne vont pas plus loin dans la définition de leur orientation politique... *L'Insurgé* dissout son mouvement à la Libération. Marceau Pivert réintègre le parti socialiste après la guerre.

La Gauche communiste internationale

On connaît davantage ce courant politique sous le nom de « *bordiguiste* », du nom de son principal théoricien, Amadeo Bordiga. Déjà militant de la Jeunesse socialiste italienne avant 1914, Bordiga devient l'éditeur de *l'Avanguardia* en 1917. Il apporte son soutien aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal avant de prendre fait et cause, dès le départ, pour la révolution russe. En 1918, il plaide pour l'exclusion des réformistes du P.S.I. qui, toutes tendances confondues, adhère à la IIIe Internationale en 1919. Il lance *Il Soviet* en 1920 et fait campagne contre la participation aux élections, position qu'il défend sans succès au 2e congrès du Comintern (juillet 1930). En janvier 1921, au congrès de Livourne, le centre, dirigé par Serrati, refuse d'éliminer l'aile réformiste, et c'est la scission. La tendance Bordiga, alliée à l'*Ordine nuovo* de Turin, dirigé par Gramsci, fonde le parti communiste d'Italie avec Bordiga comme secrétaire. En mars 1922, le IIe congrès du P.C. d'I. adopte les célèbres Thèses de Rome qui définissent le rôle et la nature du parti et sont encore considérées comme un document fondamental par le courant bordiguiste. Mais le Comintern a déjà adopté la stratégie du front unique à son 1er congrès en 1921 et, contre Bordiga, il donne son appui au groupe Gramsci, dont Togliatti est le second, et qui obtient la direction du parti en 1923. Les bordiguistes sont écrasés au IIIe congrès, qui se tient en exil à Lyon en 1926. Faisant figure de dissident solitaire, Bordiga assiste à une réunion de l'exécutif élargi du Comintern en février 1926 et sera exclu du parti en 1930.

La position bordiguiste sur le parti explique les divergences et, plus tard, la rupture avec le Comintern. Sans aucun doute, la victoire des bolcheviks a renforcé la vénération des bordiguistes pour le parti, mais leur conception est originale et peu redevable au « léninisme » qui resta pratiquement inconnu en Europe occidentale et en Amérique avant le début des années vingt. L'analyse est loin de rendre compte de la complexité d'une théorie que son apparente rigidité laisse mal supposer.

Avant, pendant et après la révolution, la mission historique du prolétariat est incarnée par le parti dont le programme est solidement ancré dans la théorie marxiste. « *La vision d'une action collective dirigée vers les buts généraux qui concernent la classe tout entière et impliquent le renversement total du système social, ne saurait être claire que pour une minorité d'avant-garde* » (*Parti et Classe*, 1921). La classe n'existe que dans la mesure où l'existence du parti est possible, même sous la forme d'une petite minorité, conception résumée dans la formule : « *Le parti est la classe et la classe est le parti* ». Seul le triomphe du communisme intégral, avec la disparition des classes, rendra caduc le parti qui pourra alors se fondre dans la classe ouvrière devenue communiste. Il est réactionnaire et erroné de penser que les soviets pourraient se substituer au parti. En dernier ressort, la dictature du prolétariat ne peut être que la dictature du parti.

Le programme communiste se distingue par son caractère immuable, son opposition irréductible à toutes les formes de domination du Capital. La défense du programme est le premier devoir du parti. Il ne courra pas après une popularité artificielle en émasculant ses principes. On adhère au parti en tant qu'individu parce qu'on est d'accord avec les idées du parti. Il ne peut y avoir qu'une seule organisation pour défendre le programme de la révolution. Le parti refuse d'infiltrer d'autres organisations, condamne la formation de blocs ou de coalitions avec elles.

En Italie, les bordiguistes refusent ainsi le front uni avec les socialistes. Au mieux, ils acceptent ce front sur le plan syndical. Plus tard, ils s'opposent à la fusion avec les socialistes (préconisée par le Comintern, mais refusée par les socialistes) et même avec les *terzini*, l'aile gauche du parti socialiste, exclue de ce dernier. L'avènement du fascisme ne modifie pas l'attitude des bordiguistes pour qui fascisme et démocratie ne sont que des masques différents du pouvoir bourgeois auquel on ne peut opposer que la dictature du prolétariat.

La Gauche italienne combat avec obstination au sein du Comintern (sous contrôle russe), critique ses interventions dans la vie des partis, et, par-dessus tout, propose que les problèmes de l'Etat russe soient discutés par l'Internationale. Après leur défaite en 1926, les bordiguistes se constituent officiellement en Fraction de gauche du P.C. d'I. à Pantin. Par la suite, en 1935, cette organisation, prenant une forme nouvelle, devient la Fraction italienne de la Gauche communiste internationale, ce qui signifiait — un peu tard selon certains — la rupture avec la IIe Internationale. Pendant une courte période, un rapprochement s'opère avec Trotsky et son opposition internationale, qui sera suivi par une rupture totale en 1933. Les bordiguistes n'acceptent que les thèses des deux premiers congrès de la IIIe Internationale — non sans réserves —, tandis que les trotskystes considèrent les thèses des quatre premiers congrès comme des documents fondamentaux.

En 1933, la Fraction commence à publier *Bilan* (plus tard *Octobre*) en français. Dans les tout débuts de la guerre civile espagnole, la Fraction a défini sa position : le prolétariat espagnol a été incapable de former son parti de classe, n'a pas établi sa dictature, et, au nom du combat antifasciste, a laissé ce pouvoir bourgeois intact. La guerre est impérialiste et les fractions de la G.C.I. appellent tous les travailleurs à désertier, à fraterniser et à transformer la guerre en guerre civile contre le Capital.

L'Union communiste, *la Révolution prolétarienne* et quelques anarchistes ont bien conscience du rôle contre-révolutionnaire des staliniens, qui culminera dans la persécution des révolutionnaires et les attaques contre les collectivisations. Ils critiquent — parfois sévèrement — ce qu'ils considèrent comme les capitulations du P.O.U.M. et de la C.N.T.-F.A.I., mais ils ne suivent pas les bordiguistes qui, selon eux, appliquent mécaniquement à l'Espagne des mots d'ordre hérités de la Première Guerre mondiale. Les bordiguistes ne sont pas unanimes sur ce point : une scission a lieu dans la Fraction italienne et dans un petit groupe belge proche des bordiguistes.

Les bordiguistes s'opposent à la défense de l'Etat russe, qu'ils estiment faire partie du consortium impérialiste. Leurs critères sont essentiellement politiques : comme le parti russe et son Comintern ont abandonné le programme révolutionnaire, la Russie ne peut être socialiste. Une analyse de la société russe manque cruellement : la bureaucratie est tantôt considérée comme un simple instrument du capitalisme international et tantôt comme ballotée entre le prolétariat et de mystérieuses classes sociales d'autrefois. Ceci explique peut-être l'appellation archaïque de « *centrisme* » qui est appliquée au stalinisme, même après l'Espagne.

Intransigeants pendant la guerre d'Espagne, les bordiguistes n'ont aucune hésitation lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'une guerre impérialiste de plus, qui devrait être transformée en guerre civile contre toutes les bourgeoisies. La Fraction doit continuer à œuvrer pour la formation d'un parti révolutionnaire. La scission causée par la question espagnole (un regroupement se fera officieusement) et la guerre, a dispersé les militants. Un petit noyau se forme autour de Perrone (Vercesi), l'un des maîtres à penser de la Fraction, qui survit, en ces temps de guerre, isolé à Bruxelles. A Marseille, un petit groupe de bordiguistes italiens et de jeunes recrues françaises réunies autour de Marc (Chyryk), vétéran des oppositions communistes, forment la Fraction française de la G.C.I. Quelques textes sont rédigés. Finalement, la Fraction se transporte à Paris et noue des contacts avec

les Italiens qui ne sont pas rentrés en Italie après la chute de Mussolini. Quelques numéros de *L'Étincelle* sont publiés alors que la guerre approche de sa fin.

En 1945, c'est d'Italie que vient le vent. Les bordiguistes, qui ont construit leur organisation pendant la période de clandestinité, tiennent un congrès à Turin. Leur Parti communiste internationaliste est la seule organisation révolutionnaire du monde qui ait une audience, restreinte, mais sérieuse (plusieurs milliers de membres), un hebdomadaire (*Battaglia Comunista*), une revue théorique (*Prometeo*) et quelques publications en province.

Bien que les Italiens ne puissent lui fournir aucune aide substantielle, la Fraction française acquiert un certain prestige et une nouvelle vitalité. Parmi ses adhérents on trouve entre autres des vétérans de l'ancienne Union communiste comme Davoust (Chazé) et Lastérade et le petit groupe « *Contre le Courant* », produit d'une scission au sein du R.K.D.-C.R. La fraction française publie *L'Internationaliste* et des contacts sont établis avec plusieurs usines, en particulier Renault où des membres de la Fraction jouent un rôle dans la grève de 1947. Ces efforts donnent peu de résultats et les problèmes théoriques refont surface: en 1950, la majorité des membres français considèrent que le bordiguisme est atteint de sclérose et rejoignent le groupe *Socialisme ou Barbarie*.

Sévèrement décimée, la Fraction française commence alors une nouvelle traversée du désert, mais c'est une autre histoire (8).

En 1944, plusieurs membres fondateurs de la Fraction — (Chyryk)-Marc et Salama-Mouso — la quittent pour former la Gauche communiste de France, qui publie *L'Internationalisme*, organe de recherche et de discussion. Ils estiment que la formation du parti communiste internationaliste en Italie est prématurée et opportuniste (9). L'activité de la Fraction française est jugée sans principes et fautive.

Les Communistes révolutionnaires allemands et français (R.K.D. et C.R.)

Le groupe, connu pendant la guerre sous le nom de Revolutionären Kommunisten Deutschlands, fait à l'origine partie du mouvement trotskyste autrichien et est reconnu en 1938 comme la section autrichienne de la IVe Internationale (R.K.D.). Contraint à l'exil par la répression, le R.K.D. entre rapidement en conflit avec le mouvement trotskyste et ses délégués votent contre la proclamation officielle de la IVe Internationale en septembre 1938. Bien que continuant à être d'accord avec l'analyse trotskyste de l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier dégénéré, ils divergent de Trotsky sur l'attitude en cas de guerre dans les pays qui pourraient prêter leur aide à la Russie. Ils préconisent un défaitisme révolutionnaire dans tous ces pays et se rapprochent des positions de l'American Revolutionary Workers League (le « *groupe Oehler* ») qui, en septembre 1939, publie ses « *Quatorze points* » comme base préalable à un nouveau regroupement international (10).

En 1941, le R.K.D. devient les R.K.D. et se sépare du trotskysme. Les R.K.D. définissent l'U.R.S.S. comme un pays capitaliste et s'opposent catégoriquement à sa défense. Ils attaquent le trotskysme comme un courant foncièrement centriste qui rejette le bolchevisme « *pur* » de l'époque de Lénine. Après la défaite de la France, les R.K.D. s'installent dans le Midi de la France et déploient une activité remarquable, publiant régulièrement le *R.K. Bulletin* (17 numéros jusqu'en 1943) et puis *Spartakus*, dont le premier numéro (mai 1943) contient un appel aux travailleurs du monde à briser leurs chaînes et à fonder la république internationale des conseils d'ouvriers et de soldats :

« *Nous ne sommes ni social-démocrates, ni staliniens, ni trotskystes. Les questions de prestige ne nous intéressent pas. Nous sommes des communistes, des spartakistes révolutionnaires* ».

En plus de cette production impressionnante, il faut ajouter *Fraternisation prolétarienne*, organe des communistes révolutionnaires de France (dont l'organisation n'existait pas encore) et un certain nombre d'autres opuscules et textes théoriques. Les bases de contacts avec des soldats allemands sont lancées et des liaisons sont établies avec la résistance révolutionnaire française.

Bien qu'aguerris aux activités clandestines, les R.K.D. ne sont pas à l'abri de la répression. En 1942, trois femmes sont arrêtées et condamnées à des peines de 14 mois, 3 ans et 15 ans, respectivement. L'une d'elles, déportée en Allemagne, survivra. Une autre reprend ses activités clandestines à l'expiration de sa peine. La troisième, Mélanie Berger, est libérée par les R.K.D. qui utilisent à cette fin de faux papiers allemands. Deux autres membres des R.K.D., Ignaz Duhl et Artur Streicher, sont arrêtés et assassinés par la Gestapo. Kart Fischer-Emile, arrêté en 1944, sort vivant de Buchenwald mais est ensuite kidnappé en Autriche par la police russe, en 1947, et passe huit ans en Sibérie. Ces exemples ne sont pas exhaustifs.

Meurtris, mais non détruits, les R.K.D. déménagent fréquemment : Montauban, Marseille, Grenoble, Lyon. Au printemps de 1944, l'organisation transfère ses activités à Paris.

Même les personnes qui ont participé aux activités des R.K.D. ne peuvent être considérées comme des sources autorisées pour juger de l'importance de leur recrutement qu'on évalue, sans garantie aucune, à une douzaine de militants (parmi lesquels quelques Français) à la libération de Paris. L'organisation est dirigée par un Autrichien, Scheuer (Armand) qui, sans aucun doute, connaît à fond le travail clandestin. Un cloisonnement strict est maintenu par le groupe. Les membres ne sont pas toujours bien informés de l'influence exacte d'une organisation qui ne crache pas sur la propagande. Les R.K.D. sont experts dans l'art d'établir et d'exploiter liaisons et contacts, maniant tour à tour flatterie ou dénonciation virulente. En octobre 1942, appelant à la formation d'une nouvelle Internationale authentique, ils adressent une lettre au groupe trotskyste de *La Seule Voie*, déclarant que la répression anti-trotskyiste a écarté l'un des obstacles qui empêchaient d'avancer dans la voie de cette réalisation. Cette ouverture plutôt malheureuse provoque une réponse indignée de *La Seule Voie* : « *Vous vous êtes trompés d'adresse, camarades !* ». Des contacts individuels se révèlent plus fructueux et les R.K.D. exercent une certaine influence sur de jeunes trotskystes de Toulouse, Lyon et Paris.

En avril 1944, trois organisations trotskystes françaises, le P.O.I., le C.C.I. et le groupe Octobre, fusionnent et forment le Parti communiste internationaliste. La petite Union communiste de Korner-Barta, éditeur de *Lutte de Classe*, refuse de s'y rallier. Les R.K.D. dénoncent violemment la proclamation commune des trois groupes :

« *Cet appel, au lieu de dénoncer les déviations pro-fascistes anglophiles et prostaliniennes qui abondent dans les articles et bulletins des P.O.I. et C.C.I. (La Seule Voie), trompe sciemment la classe ouvrière en prétendant que les dits groupes n'ont jamais cessé de dénoncer cette guerre comme impérialiste* ».

Néanmoins, une organisation plus large signifie des possibilités de travail politique plus importantes et les nouvelles recrues françaises des R.K.D. se constituent en fraction à l'intérieur du nouveau parti.

En août 1944, pendant la libération de Paris, les R.K.D. et les C.R. français, pour la première et dernière fois, jouent un rôle dans un véritable mouvement ouvrier : des militants C.R. prennent la tête du comité de grève à la grande usine Renault. L'euphorie règne : à la cafetaria, les C.R., des trotskystes orthodoxes — qui entrent en scène avec quelque retard — et deux typographes du G.R.P.-U.C.I. (qui doivent composer l'affiche du comité) fraternisent, tandis qu'un stalinien, perché sur une table, fait allusion à des « *éléments irresponsables* ». La réaction des staliniens ne se fait pas attendre. Un militant C.R. est malmené. Renault retombe sous la coupe des staliniens, mais les gauchistes y restent présents et vont jouer un rôle dans la grève de 1948 déclenchée au mépris des directives de la C.G.T. stalinienne.

En octobre 1944, la tendance C.R. fait une déclaration au congrès du P.C.I. et quitte ce parti. Le groupe français, Organisation communiste révolutionnaire, compte alors peut-être 40 membres et publie une abondante littérature, seul ou conjointement aux R.K.D. : *Rassemblement communiste révolutionnaire*, également *Pouvoir ouvrier*, pour les C.R., *Vierte Kommunistische Internationale* pour les R.K.D., et *L'Internationale*, organe de la Commission internationale créée par les C.R. et les R.K.D. Mais, tandis que se dissipe pour chacun l'illusion qu'une vague révolutionnaire va submerger l'Europe, le besoin de tracer des perspectives à long terme se fait sentir ; il faut discuter des bases théoriques. On s'interroge sur Cronstadt, la Nep, Brest-Litovsk et, en fin de compte, le léninisme lui-même. Le rôle de guide de l'ancienne direction des R.K.D. est contesté. La tension grandit et les défections se multiplient. Quelques militants rejoignent la Gauche communiste internationale (bordiguiste) tandis que d'autres créent une nouvelle organisation qui ne dure pas, C.R.-Contre le Courant (Pouvoir ouvrier) et bientôt rejoignent également les bordiguistes. Les chefs des R.K.D. se rapprochent des anarchistes. Le reste de l'organisation se disperse en 1946. .

Indépendamment de tout jugement politique, le travail étonnant accompli dans des circonstances difficiles et dangereuses par cette poignée de militants autrichiens et allemands R.K.D. inspire le respect.

Groupe des révolutionnaires prolétariens-Union des communistes internationalistes (G.R.P: U.C.I.)

A la fin de l'année 1941, des militants isolés, d'origine diverse, se rencontrent pour renouer des contacts anciens et prendre une décision. Il faut remarquer qu'à cette époque, bordiguistes et R.K.D. se trouvaient dans le Midi de la France. Un accord général se fait sur la nature impérialiste de la guerre et sur la définition de la Russie comme un système capitaliste d'Etat.

Les membres viennent de groupes trotskystes, anarchistes, et de divers groupes d'opposition allemands, et représentent plusieurs nationalités. En fait, certaines discussions se font en allemand, les Français étant minoritaires.

En 1943, le G.R.P. fait paraître un manifeste qui affirme que la guerre impérialiste devrait être transformée en guerre civile contre tous les gouvernements capitalistes, le but final étant la république internationale des conseils ouvriers. Comme mesure pour l'immédiat, le manifeste préconise la propagande et la fraternisation avec les soldats et les ouvriers allemands, la lutte contre la déportation de travailleurs en Allemagne, organisée par le gouvernement de Vichy et les nazis, et la formation de groupes révolutionnaires dans les usines, premier pas vers la constitution de milices ouvrières et de comités d'usine. Après avoir rendu hommage à Trotsky, le manifeste déclare que la IVe Internationale a été incapable d'unifier les trotskystes et l'est par conséquent encore plus de regrouper tous les révolutionnaires. Les méthodes bureaucratiques l'ont vidée de toute vie réelle et son attachement dogmatique à l'expérience russe est un obstacle à tout progrès théorique. Il faut édifier une véritable Internationale.

En raison de sa composition sociale et des nationalités qui s'y côtoient, le groupe est vulnérable et particulièrement démuné de moyens matériels. De façon tout à fait légitime, ses ambitions sont modestes. Des contacts sont établis avec quelques jeunes trotskystes et beaucoup plus tard les R.K.D. et avec un groupe anarchiste qui s'est récemment constitué en vue d'une action concertée. Ces deux derniers contacts n'apportent rien.

A la libération de Paris, le groupe essaie de se procurer quelque argent et du matériel, mais n'y parvient pas. Des opuscules bilingues sont distribués — plus par désir de faire un geste que dans l'illusion qu'ils auront un effet quelconque. En 1944, faisant une concession aux jeunes adhérents français qui ont

encore un attachement sentimental à la tradition trotskyste, le G.R.P. devient l'Union des communistes internationalistes pour la IVe Internationale.

Les publications du G.R.P.-U.C.I. sont bien connues pour la médiocrité de leur impression. Jusqu'à janvier 1945, le groupe fit paraître 16 numéros du *Réveil prolétarien* et 5 ou 6 d'une revue théorique, *La Flamme*. Dans les deux derniers numéros (imprimés de façon honnête en 1946) ; l'évolution du groupe vers les positions des communistes des conseils apparaît nettement.

Après la Libération de Paris, un travail de pénétration limitée chez les Jeunesses socialistes apporte un sang nouveau dans le groupe et la possibilité de nouveaux contacts. Mais le G.R.P.-U.C.I. — c'est aussi le cas des autres organisations — est mal préparé à assimiler ces nouveaux sympathisants qui, sans aucun doute, sont motivés par une saine réaction contre la collaboration de classe mais qui sont politiquement inexpérimentés et enclins à se décourager facilement par l'atmosphère raréfiée du groupe et son absence de possibilité d'expression. Quelques membres quittent le groupe, certains, des étrangers, quittent la France, pas tellement à cause de réelles divergences que par désir d'explorer d'autres possibilités. Le groupe entre dans le déclin et cesse de fonctionner en 1947. Il a rempli un rôle utile pendant la guerre et il convient de remarquer qu'en dépit d'évolutions différentes, les anciens membres du groupe semblent avoir maintenu entre eux des contacts amicaux.

Conclusions

Cette étude ne tente d'expliquer que l'arrière-plan historique et les actions des trois groupes qui ont adopté une attitude sans équivoque pendant la guerre, les R.K.D.-C.R., le G.R.P.-U.C.I. et la Gauche communiste internationale (les bordiguistes). Comme ils n'étaient pas tourmentés, à l'exemple des trotskystes, par les problèmes de stratégie et de tactique occasionnés par la participation de l'U.R.S.S. au conflit, ils différaient peu, dans leur analyse de la guerre. Il ne s'agit pas de savoir ici si les R.K.D. ou le G.R.P. ont su ou non juger correctement la situation italienne ou de ressasser les vieux arguments sur d'éternels problèmes théoriques. Nous avons jugé nécessaire de le mentionner le courant anarchiste, à la fois pour mettre l'accent sur l'effondrement d'un mouvement et pour prendre note des efforts des militants qui, au moins, ont tenté de ramasser les morceaux.

Avec beaucoup de nuances, les trois groupes cités ci-dessus étaient très optimistes, tout comme l'étaient les trotskystes, quant aux possibilités révolutionnaires du conflit. Leurs espoirs seront impitoyablement anéantis : les faibles tentatives d'actions ouvrières autonomes, ici ou là, eurent vite fait de disparaître avec la restauration du pouvoir d'Etat encouragée par les staliniens et les réformistes.

L'analyse de l'U.R.S.S. faite par l'ultra-gauche s'est confirmée tandis que les analyses trop élaborées des trotskystes s'effondraient. La bureaucratie n'a pas succombé à la pression capitaliste, ni à la révolution prolétarienne. Elle a protégé et étendu son pouvoir et s'est mise à participer à la lutte pour la domination du monde. Le rôle contre-révolutionnaire de l'Etat russe et de ses agences à l'étranger, les partis communistes, a de nouveau été démontré quand les révélations sur les purges et le Goulag ont montré au grand jour la barbarie du système.

La guerre et l'après-guerre ont montré que la société bureaucratique n'était pas une aberration limitée à la Russie. On trouve des sociétés bureaucratiques dans la moitié du monde, qui fournissent aux trotskystes autant d'exemples d'Etats ouvriers tordus et déformés de naissance. C'est là l'événement le plus important du siècle, la preuve irréfutable que l'élimination du capitalisme privé sans une

organisation démocratique de la société engendre de nouvelles formes de domination et d'exploitation.

Cette brève histoire de l'ultra-gauche n'est pas une justification a posteriori ; il serait toutefois bon de dissiper un certain nombre de malentendus.

Bien que ne contestant pas le caractère impérialiste de la guerre, certains ont accusé les internationalistes de fournir une aide directe aux nazis en ne subordonnant pas tout à la nécessité du combat antifasciste. C'est là un point très grave et la complexité du problème a été révélée lors de discussions variées qui eurent lieu avant la guerre.

Les internationalistes trouvaient encore, alors, leur inspiration dans la grande tradition de Liebknecht et Luxemburg, de Zimmerwald et dans les mots d'ordre hérités de cette période : « *L'ennemi est dans notre pays* », c'est notre propre bourgeoisie et nous devons « *transformer la guerre capitaliste en guerre civile, au prix de la défaite de notre bourgeoisie* » etc. Mais il y avait des doutes.

A l'exception de la Russie, la Première Guerre mondiale s'abattit sur des Etats dont les systèmes sociaux se ressemblaient beaucoup et dont les organisations socialistes étaient affaiblies et démoralisées, certes, mais non détruites. Dans chaque pays il existait un noyau révolutionnaire, modérément réprimé seulement, dont la croissance était facilitée par la stagnation des fronts. Même si elle n'a pas débouché sur la révolution en Europe occidentale, la paix a modifié les frontières et elle n'a pas fait disparaître les organisations ouvrières. En 1939, la situation était différente. Même sans prévoir le *Blitzkrieg* allemand, qui pouvait dire si la guerre allait durer assez longtemps pour permettre au prolétariat — écrasé ici, sous la botte fasciste, et démoralisé là, par les staliniens et les réformistes — d'accéder à la conscience révolutionnaire ? Une victoire rapide des puissances de l'Axe pouvait plonger l'Europe dans la nuit pour de nombreuses années. Même la stratégie de Trotsky était loin d'être simple et faisait des différences entre les fascistes et les pays démocratiques, et tenait compte de leurs liens éventuels avec l'U.R.S.S..

Les trotskystes américains et britanniques, dont les pays n'ont pas été envahis, dont les bourgeoisies étaient alliées à l'U.R.S.S. et qui jouissaient d'un minimum de légalité — ont dû faire face concrètement à ces problèmes (la façon dont ils l'ont fait sort du cadre de cet article).

La rapidité de la victoire allemande en France a apporté une réponse partielle à ces problèmes en ce qui concernait les internationalistes. Dans la mesure où la bourgeoisie française, avec suffisamment de duplicité, a su sauvegarder son avenir, a épaulé les nazis, le combat contre Vichy et les nazis devenait le même combat. Mais la guerre a continué et a laissé intact le problème de l'attitude à avoir vis-à-vis de la Résistance. L'ultra-gauche et les trotskystes ont gardé une indépendance totale et ont combattu Vichy et les nazis dans le cadre de leurs perspectives globales respectives.

L'ultra-gauche n'était qu'un grain de sable dans la tempête et ne pouvait se fixer que des tâches modestes. En dépit de sa faiblesse, elle a jugé nécessaire de maintenir son organisation pour sauvegarder et développer la théorie, regrouper les militants et dénoncer les mensonges et illusions diffusés par les diverses forces impérialistes. L'ultra-gauche a pris parti pour la défense des intérêts prolétariens contre le Capital français ou allemand, a préconisé le sabotage de l'effort de guerre nazi et la résistance à la loi allemande et vichyssoise. Des milliers de déserteurs ont été exécutés. Le travail limité, mais efficace des trotskystes parmi les soldats allemands a montré qu'ils n'étaient pas rebelles à la propagande. C'était là une attitude antinazie mais fondée sur des considérations de classe, sans aucune concession à la collaboration de classe ni au chauvinisme des staliniens et des gaullistes.

Un certain nombre de personnes bien intentionnées ont laissé entendre que l'ultra-gauche, de même que les trotskystes, auraient dû infiltrer la Résistance afin de l'influencer de l'intérieur. La faiblesse de l'ultra-gauche excluait toute possibilité d'un tel tournant pour ses militants. Plus nombreux, les trotskystes ont finalement choisi de concentrer leurs militants dans les usines. Mais l'objection, au fond, est d'ordre politique.

Même avec les meilleures intentions, l'activité clandestine n'incite pas au débat de longue durée ni à la politique démocratique, au-delà de la phase des discussions en petit comité. La Résistance n'était pas un forum politique. Pour se faire connaître et respecter à l'intérieur d'un cercle forcément restreint, un militant infiltré aurait été forcé d'obéir à des ordres et d'accomplir les tâches qui lui auraient été prescrites — en d'autres termes, il aurait été perdu pour sa propre organisation et pour ses propres idées. Sans parler des soupçons manifestés par les staliniens à l'intérieur des organisations qu'ils contrôlaient. Dans un milieu plus propice, vers la fin de l'occupation allemande, les trotskystes gagnèrent estime et influence dans un certain nombre d'usines, mais parce qu'on reconnaissait en eux les syndicalistes les meilleurs et les plus militants. Lorsqu'ils déployèrent leur drapeau, les ouvriers n'affluèrent pas aux portes du P.C.I. A la fin de la guerre, en dépit de quelques nouvelles adhésions, les trois groupes d'ultra-gauche exerçaient peut-être leur influence sur quelques centaines de personnes au total. De toute évidence, les conditions de survie avaient été difficiles : sur la vie de la plupart de ses militants pesait, à des degrés divers, une menace (ils étaient juifs, étrangers, réfractaires au S.T.O., évadés de prison) et ce dans un pays où même ceux qui vivaient en toute légalité souffraient de nombreuses privations. Ils devaient se procurer de l'argent, des faux papiers, des tickets d'alimentation et un logement sûr. Le matériel d'impression était difficile à obtenir.

Alors qu'ils devaient déjà se mesurer aux diverses forces de police françaises et allemandes, les internationalistes redoutèrent les staliniens et se méfiaient de la Résistance. En fait, ils étaient terriblement isolés et vulnérables. Les anarchistes, bien qu'inefficaces, avaient du moins des racines et des traditions dans la société française, et les trotskystes, par leur histoire mouvementée, s'étaient au moins constitué un cercle de contacts et de sympathisants. L'ultra-gauche ne bénéficiait même pas de ce milieu restreint.

Mais les conditions matérielles qui étaient les siennes n'expliquent pas tout et sont elles-mêmes en partie le reflet d'un isolement politique. Les internationalistes étaient en opposition totale avec les diverses idéologies qui réclamaient l'engagement sous leur bannière, de ceux qui, parmi les Français, ne s'étaient pas réfugiés dans la passivité de l'opportunisme. Les internationalistes ne pouvaient que supporter avec patience, témoigner et travailler pour l'avenir.

Les crimes staliniens

L'accord ne s'est pas encore fait chez les historiens sur le nombre d'exécutions sommaires qui ont eu lieu en France en 1944 et les chiffres avancés sont de 5 000 à 10 000 au plus comme le prétendent les partisans de Vichy. Il ne fait aucun doute que les partisans staliniens ont liquidé bon nombre d'ennemis politiques dans les secteurs qu'ils contrôlaient. Après avoir vu les staliniens à l'ouvrage en Espagne et ailleurs, on était en droit de craindre un règne de terreur à l'encontre des révolutionnaires.

En fait, des révolutionnaires ont bel et bien été assassinés par les staliniens, mais le nombre exact en est inconnu et, dans le climat politique de l'époque, une instruction complète de ces crimes était impossible. En octobre 1943, cinq trotskystes se trouvaient parmi les 90 détenus de la prison du Puy. Libérés par une descente de partisans quatre d'entre eux, Sadek, Reboul, Salini et le militant italien Pietro Tresso (Blasco) disparurent après leur libération. A Paris, un jeune militant de l'Union communiste, Mathieu Bucholz, fut kidnappé, torturé et exécuté en septembre 1944. D'autres

trotskyistes furent assassinés à Paris et dans les provinces, tout comme quelques anarchistes et militants du P.O.U.M. dans le Midi où opéraient des stalinien espagnols (11),

Malgré tout, ces crimes ne représentent pas « *un règne de terreur* ». Dans le climat de désorganisation totale de la Libération, la liquidation des dirigeants trotskystes aurait été facile pour les équipes de tueurs du P.C. qui avaient accompli des exploits autrement plus difficiles. Au contraire, un historien fait mention de la libération, par le stalinien Marrane, d'un groupe de trotskystes arrêtés à Paris (12). Cela donne à entendre que les exécutions étaient dues à des initiatives locales et que le P.C. avait à l'époque d'autres priorités.

Notes :

(1) Jean Rabaut, *Tout est possible*, Paris 1974.

(2) Yvan Craipeau, *Contre vents et marées. Les révolutionnaires pendant la deuxième guerre mondiale*, Paris 1977, *La Libération confisquée*, Paris 1978

(3). Rabaut, *op.cit* p. 377.

(4). J.Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, I. p. 37.

(5) *Le Libertaire*, n°51; novembre 1984.

(6) Craipeau, *La Libération confisquée*, p. 82

7. Chazh, *Chronique de la Révolution espagnole. Union communiste 1934-1939*

(8) *Internationalisme*, n° 23, juin 1947.

(9) Le CERMTRI, 88 rue St-Denis, 75001 Paris a publié dans ses *Cahiers* n°10 et 11 une bibliographie sur les RKD et CR de 1936 à 1945.

(10) Dans *International News*, septembre 1939.

(11). R.Dazy, *Fusillez ces chiens enragés*, Paris 1981.

(12). H. Denis, *Le Comité parisien de Libération*, cité par P. Novick, *The Resistance versus Vichy*, 1968. Cette affaire n'est nulle part corroborée dans la littérature trotskyste ou ailleurs.